

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

Périgny, le 21 novembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**NEXSTONE (St Porchaire)**

avenue Charles Lindbergh  
33700 Mérignac

Références : 0007200584/2025/577

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2025 dans l'établissement NEXSTONE (St Porchaire) implanté Fief du Moulin 17250 Saint-Porchaire. L'inspection a été annoncée le 12/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite d'inspection réalisée dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral de décembre 2024 avec notamment la mise en place de l'écocentre au sein de la carrière de Saint Porchaire.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NEXSTONE (St Porchaire)
- Fief du Moulin 17250 Saint-Porchaire
- Code AIOT : 0007200584
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière à ciel ouvert de calcaire autorisée par l'arrêté préfectoral du 26 février 2019, par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 23 mars 2021 (changement d'exploitant et garanties financières) et du 23 décembre 2024 (ajout de rubriques notamment avec la mise en place de l'écocentre (rubriques 2716-2 et 2791-2)).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Rubrique 2791-2 - Vérification du volume maximal	Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article Annexe I - Article 1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Rubrique 2716-2 - Vérification du volume maximal	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - Article 1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - Article 2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - Article 3.1	Demande d'action corrective	1 mois
8	Procédure d'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 - Article 3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - Article 4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Déchets (autres que les terres) - registre	Code de l'environnement du 03/11/2025, article Article R.541-43	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Déchets (terres non dangereuses) - registre	Code de l'environnement du 03/11/2025, article Article R.541-43-1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubrique 2710-2 - Vérification du volume maximal	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article Annexe I - Article 1.4	Sans objet
4	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - Article 2.4	Sans objet
6	Rétentions des sols	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - article 2.7	Sans objet
9	Entreposage des produits et déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - Article 3.5	Sans objet
11	Réseau de collecte et eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - Article 5.1	Sans objet
14	Garanties financières	AP Complémentaire du 23/03/2021, article 2	Sans objet
15	Plan d'exploitation	AP Complémentaire du 26/02/2019, article 2.1.7.2	Sans objet
16	Programme de surveillance des	Arrêté Préfectoral du 26/02/2019,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	retombées atmosphériques	article 4.2.2.2	
17	Contrôle du niveau de bruit et de l'urgence	Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 6.2.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Visite d'inspection réalisée dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2024 : mise en place, notamment, de l'écocentre (avec l'ajout des rubriques 2716-2 et 2791-2).

La zone en exploitation de la carrière n'a pas été inspectée.

Les points de la dernière visite d'inspection du 18 juillet 2023 n'ont pas été abordés.

Points à retenir :

- Clôture à compléter au niveau de l'écocentre, jusqu'au front de taille,
- Mise en place d'un registre chronologique pour les déchets non dangereux répondant aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021,
- Transmission des vérifications électriques,
- Transmission des résultats de la campagne d'analyses "eaux" de 2025,
- Positionnement sur la rubrique 2716 et sur les volumes de déchets non dangereux transitant sur l'écocentre.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rubrique 2710-2 - Vérification du volume maximal

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article Annexe I - Article 1.4
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> Objet du contrôle : ... - vérification du volume maximal au regard du volume déclaré ; - vérification que le volume maximal est inférieur au palier supérieur du régime déclaratif, tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis les dimensions de chacune des deux cases recevant respectivement : <ul style="list-style-type: none"> <li>• des gravats ;</li> <li>• un mélange de terres et cailloux.</li> </ul> Chaque case mesure 8 m x 4,8 m x 1,6 m soit 61,44 m <sup>3</sup> .  Le jour de la visite, le volume de déchets présents dans les deux cases était inférieur à 300 m <sup>3</sup> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Rubrique 2791-2 - Vérification du volume maximal

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article Annexe I - Article 1.4
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Conformité de l'installation

<b>Prescription contrôlée :</b> Objet du contrôle ... - vérification de la capacité journalière maximale au regard de la capacité journalière déclarée ; - vérification que la capacité journalière maximale est inférieure au palier supérieur du régime déclaratif tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ; ...
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, les installations de traitement biologique, par lavage et mécanique n'étaient pas présentes sur le site. L'exploitant précise que ces "installations" seront mises en place de manière ponctuelle et à la demande lorsque suffisamment de terres non dangereuses seront présentes sur le site de l'écocentre pour être traitées. L'exploitant indique qu'une prochaine campagne sera réalisée courant novembre 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection une synthèse des quantités de terres traitées à l'issue de la prochaine campagne de traitement par biotertre réalisée en 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Rubrique 2716-2 - Vérification du volume maximal**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - Article 1.2
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> Objet du contrôle : ... - vérification du volume maximal au regard du volume déclaré ; - vérification que le volume maximal est inférieur au seuil supérieur du régime déclaratif tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ; ...
<b>Constats :</b> Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant présente l'état des stocks (version au 10/09/2025) suivant : <ul style="list-style-type: none"> <li>Quantité en attente de traitement (en attente de caractérisation / de résultats d'analyses) : 552 tonnes ;</li> <li>Quantité en cours de traitement ou à réaliser : 3 040 tonnes ;</li> <li>Quantité traitée (en attente d'évacuation vers la filière adaptée) : 1 862 tonnes.</li> </ul> <p>L'état des stocks ne permet pas de distinguer clairement les quantités associées aux déchets non dangereux et aux terres non dangereuses. La rubrique 2716 concerne autant les déchets non dangereux en transit que les terres non dangereuses. Ce point doit être clarifié par l'exploitant qui doit apporter les justificatifs quantitatifs nécessaires au bon classement à la rubrique 2716.</p> <p>Dans l'attente de cette précision, le volume stocké ne peut être évalué précisément et semble supérieur au seuil de la déclaration.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• régularise la situation dans un délai de 1 mois ;</li> <li>• transmet notamment un bilan de ses stocks et tout document justifiant du respect du seuil de la nomenclature.</li> <li>•</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Accessibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - Article 2.4
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Implantation - aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie sur au moins deux faces par une voie engin. ... Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 : - présence de voies engin gardées libres ; ...
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, l'inspection constate la présence d'une voie pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. L'exploitant précise que cette voie est en sens unique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - Article 2.5
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Implantation - aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.  Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 : - présence des éléments justifiant que les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de donner les éléments demandés en séance.  L'exploitant précise que le contrôle de conformité des installations électriques est en cours de programmation auprès de DEKRA.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmet à l'inspection les résultats des contrôles de conformité des installations électriques aux règles en vigueur.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Rétentions des sols**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - article 2.7
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Implantation - aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 : - étanchéité des sols (par examen visuel : nature du matériau et absence de fissures, etc.) ; - capacité des aires et locaux à recueillir les eaux et matières répandues (présence de seuil par exemple).
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite, l'inspection a constaté la présence d'un revêtement bitumineux, ne présentant pas de fissure apparente. La zone dédiée à l'écocentre était ceinturée de blocs béton de type lego.  L'exploitant précise que le terrain présente une pente permettant d'orienter les eaux de ruissellement vers la noue.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Contrôle de l'accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - Article 3.1
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Exploitation - entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations.  Lorsque l'activité de tri, transit, regroupement ou de préparation en vue de la réutilisation est opérée à l'extérieur, l'exploitant met en place une clôture autour de l'installation de manière à interdire toute entrée non autorisée.  Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 : - présence d'un dispositif interdisant l'accès aux installations aux personnes non autorisées.
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, l'inspection a constaté que : <ul style="list-style-type: none"><li>• la porte de sortie était cadénassée ;</li><li>• la clôture présente à l'entrée du site de l'écocentre, entre la noue et le front de taille (zone Nord-ouest), était incomplète (il manquait environ 1 mètre de clôture près du front de taille).</li></ul> L'exploitant précise que la livraison des déchets se fait sur rendez-vous.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Rétablir la continuité de la clôture périphérique (Zone Nord-Ouest, 1 panneau manquant) . L'exploitant transmettra des photos permettant de le justifier.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Procédure d'admission**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe 1 - Article 3.4

**Thème :** Risques chroniques, Exploitation - Entretien

**Prescription contrôlée :**

a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :

- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point 3.3 ci-dessus, en cours de validité ;
- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;
- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;
- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception.

Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement.

Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 :

- présence d'une procédure répondant aux modalités définies au a.

**Constats :**

Suite à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection le document intitulé "Description des étapes de réception, analyse, traitement et destination des matériaux".

Ce document précité présente :

- la méthodologie générale ;
- la procédure de suivi analytique ;
- la procédure de traitement par Biotertre ;
- la procédure de traitement par chaulage ;
- les deux cas d'étude demandés par l'inspection (numéros des deux lots réceptionnés sur l'écocentre : SPO2025062401 et SPO2025072101).

La méthodologie générale présentée reprend l'ensemble des points réglementaires attendus.

Analyse de deux CAP de manière aléatoire extraits du registre de suivi des stocks mis à jour le 10/09/2025 :

CAP SPO2025062401 :

Le registre des pesées « entrée » fait apparaître 43 entrées distinctes de déchets de terres et DIB rattachées à ce numéro de CAP, pour un poids net total d'environ 1263 t

Le tableau de suivi des stocks permet de regrouper ces 43 entrées en 4 lots distincts selon les résultats d'analyse réalisés pour un tonnage entrée total de 1428 t.

L'exploitant expliquera le différentiel de quantité entre les deux registres.

CAP SPO2025072101 :

1 lot de terres non dangereuses d'environ 9 t destinées au traitement par biotertre.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant expliquera le différentiel de quantité entre les deux registres pour le CAP



SPO2025062401.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 9 : Entreposage des produits et déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - Article 3.5
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Exploitation - entretien
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>...</p> <p>La hauteur des produits ou déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> <p>...</p> <p>Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vérification que la hauteur des produits ou déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation et six mètres dans les autres cas</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, les emplacements des différents types de déchets étaient distincts. Les hauteurs des stocks n'excédaient pas 6 mètres.</p> <p>Les différents types de déchets sont repérés sur le plan des stocks transmis par l'exploitant. L'exploitant précise qu'à chaque mouvement de stock, le plan des stocks est actualisé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - Article 4.1
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- présence des appareils d'incendie (bouches, poteaux...) (au moins un) et des extincteurs (au moins un) ;</li> <li>- implantation des appareils d'incendie (bouches, poteaux...) et des extincteurs ; - présence d'un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours ;</li> <li>- présence de plans de bâtiments, avec descriptions des dangers associés ;</li> </ul> <p>...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a constaté la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un extincteur de la marque Eurofeu - 6 litres - eau pulvérisée avec additif (fabriqué en</li> </ul>

2025) ;

- d'un extincteur de la marque eurofeu - 6 kg - poudre ABC (fabriqué en 2025) ;
- de la noue ; d'un volume total de 365 m<sup>3</sup>, l'exploitant indique qu'une réserve minimum de 150 m<sup>3</sup> est toujours présente en fond de noue.
- de la réserve incendie (citerne souple).

Suite à la visite, l'exploitant a transmis un plan intitulé "plan d'intervention provisoire Incendie et secours SPO 2025".

Les deux extincteurs, la réserve de la noue et la citerne souple figurent sur ce plan.

L'exploitant précise que :

- ce plan est provisoire. Il sera mutualisé et développé avec la société Nextone ;
- le moyen d'alerte est le téléphone portable.
- 

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le plan d'intervention incendie et secours sera transmis à l'inspection dès qu'il sera finalisé (il devra, en particulier, faire apparaître les coordonnées des interlocuteurs à contacter en cas d'incendie).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 11 : Réseau de collecte et eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - Article 5.1
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les effluents aqueux sont canalisés. Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales. Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat. ... Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 : - le réseau de collecte est de type séparatif (vérification sur plan) ; - les effluents susceptibles d'être pollués sont traités par un dispositif adéquat avant rejet.
<b>Constats :</b> Le porter à connaissance prévoit le rejet des eaux du bassin des eaux pluviales vers le plan d'eau des zones A et B de la carrière avec un contrôle mensuel de la qualité des eaux la première année.  Depuis la mise en place de l'écocentre, l'exploitant précise : <ul style="list-style-type: none"><li>• qu'aucun rejet n'a été fait vers le plan d'eau précité en raison de l'absence d'eau;</li><li>• qu'aucune analyse d'eau n'a été réalisée.</li></ul> Les premières analyses sont prévues fin septembre 2025.  Le bassin est muni d'un dispositif d'obturation permettant d'interrompre les rejets vers l'aval.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant précisera le lieu de prélèvement et transmettra les résultats d'analyses commentés à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Déchets (autres que les terres) - registre**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 03/11/2025, article Article R.541-43
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant indique qu'il ne tient pas de registre conformément à l'article précité pour les déchets non dangereux sortants.  Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un tableau intitulé "Stocks Ecocentre SPO".

Il recense, entre autres, le registre des pesées d'entrée et de sortie. Cependant, celui-ci ne reprend pas l'ensemble des éléments listés dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant mettra en place un registre des évacuations de DIB effectuées avec Veolia selon le format de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susmentionné. L'exploitant transmettra le registre chronologique des déchets entrants et sortants depuis le début de l'activité de la plate-forme, selon le format de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 13 : Déchets (terres non dangereuses) - registre

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 03/11/2025, article Article R.541-43-1
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Prescription contrôlée : I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.  II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données. ...
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant indique que la déclaration des terres non dangereuses sur le registre dématérialisé (Trackdéchets) n'est plus fonctionnelle depuis le 5 mai 2025 à cause d'échec lors du téléversement. L'exploitant indique que la situation est en voie de correction afin de rendre l'outil interne IGE opérationnel avant la fin d'année 2025.  L'inspection constate par ailleurs que les déchets déclarés actuellement sur Trackdéchets sont tracés sur le SIRET 92552010800182 référencé au nom de la société mère BREZILLON située 128 RUE DE BEAUVAIS 60280 MARGNY-LES-COMPIEGNE. La traçabilité enregistrée sur ce SIRET ne permet pas de distinguer les déchets transitant par le site de Saint Porchaire. Il n'y a donc pas de traçabilité des déchets transitant par l'ecocentre de Saint Porchaire.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant devra reporter l'ensemble du registre chronologique 2025 des terres non dangereuses dans Trackdéchets avant le 31 décembre 2025.  L'exploitant devra faire le nécessaire pour que les déclarations de traçabilité sur le registre national correspondent au site de Saint Porchaire. Le SIRET devra en outre être modifié.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 14 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/03/2021, article 2
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Portée de l'autorisation et conditions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> Période 2024-2028 : 293 877 euros
<b>Constats :</b> L'exploitation de la carrière est en phase 2. Un acte de cautionnement d'un montant 349 815 euros couvre la période du 25 février 2024 au 24 février 2029.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Plan d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/02/2019, article 2.1.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> Le dernier plan d'exploitation date du 28 novembre 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 16 : Programme de surveillance des retombées atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 4.2.2.2
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m <sup>2</sup> /jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m <sup>2</sup> /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.
<b>Constats :</b> Les conclusions issues du bilan de l'année 2024 en date de janvier 2025 sont les suivantes : "En 2024, les niveaux de retombées atmosphériques totales en moyenne annuelle glissante ne dépassent pas 500 mg/m <sup>2</sup> /j aux points de type (b) du réseau de surveillance. L'objectif fixé par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié est respecté. Conformément à l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, les campagnes de mesures peuvent être poursuivies à la fréquence semestrielle."
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 17 : Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/02/2019, article 6.2.3
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b> En tout état de cause, un contrôle de ces mesures est réalisé tous les 3 ans.
<b>Constats :</b> Des mesures ont été réalisées en 2025. Les conclusions issues du rapport de juillet 2025 (référéncé Dossier T8964) sont les suivantes : "Le site se situe dans un environnement calme à bruyant en fonction des points de mesures, influencés par le trafic routier sur les routes départementales et communales ainsi que par les activités des entreprises voisines, les activités des riverains et les bruits de basse-cour. Les jours du constat effectué entre le 17 et le 19 juin 2025 et le 30 juillet 2025, l'activité du site était audible à non audible au niveau des points situés en ZER. En juin 2025, pour la ZER1, l'ensemble des activités du site engendrait un niveau d'émergence en période diurne conforme à la réglementation en vigueur, mais non conforme en période nocturne. Afin de vérifier ce dépassement d'émergence, de nouvelles mesures ont été réalisées en période nocturne. Lors de cette campagne de juillet 2025, le niveau d'émergence est conforme à la réglementation en vigueur. Pour les ZER 2, 3, 4, 5 et 6, l'ensemble des activités du site engendrait un niveau d'émergence en périodes diurne et nocturne conforme à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et à l'arrêté préfectoral du 26 février 2019 modifié. Les niveaux de bruit ambiant relevés en limite d'emprise, en périodes diurne et nocturne sont conformes à la réglementation en vigueur. Une attention particulière sera portée au point ZER1, en période nocturne, lors des prochaines mesures de bruit."
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite